

# Conférence de presse conjointe de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et Ferenc Gyurcsany, Premier ministre de Hongrie, sur les relations franco-hongroises et sur les politiques de l'Union européenne en faveur de la croissance économique, à Budapest le 14 septembre 2007.

LE PREMIER MINISTRE - La France et la Hongrie sont intéressées, ensemble, par une Europe forte et par l'existence d'une nation européenne forte. Pour y arriver, il faut une série de changements, une série de réformes à accomplir dans l'Union européenne et dans chaque nation européenne. Il faut approfondir et élargir la coopération dans différents domaines. C'est notre objectif. Il faut une étroite coopération entre nos deux pays pour la politique énergétique, la politique intérieure, la justice, la défense, pour que l'Europe puisse progresser dans les années à venir. Nous ne voulons pas moins d'Europe, mais plus d'Europe. Nous ne voulons pas discuter de technique, mais nous voulons discuter d'une Europe forte, politique. Nous voudrions mettre fin, Français et Hongrois ensemble, à cette période où, en Europe, il ne s'agit que de technique. L'Europe doit faire en sorte que les Européens puissent tenir leur place dans le monde, pour qu'ils ne craignent pas les pays du sud-est asiatique ou les Etats-Unis. Il faut que ces pays européens soient forts. Pour cela, il faut beaucoup de coopération. Il s'agit de concilier la solidarité et les réformes sans laisser qui que ce soit sans soutien.

La Hongrie salue la proposition du Président SARKOZY qui va dans ce sens. Nous voulons qu'un processus de réflexion soit lancé à propos du chemin que doit faire l'Europe dans les décennies à venir. Nous avons besoin d'un conseil des sages qu'il faut donc créer. Nous sommes convenus d'adresser cette proposition au Parti Populaire Européen et au Parti Socialiste Européen, pour qu'elle soit soutenue. Nous sommes en faveur de la création de pôles de développement et de réseaux régionaux en Europe. La base de la compétitivité doit être servie par le réseau de ces centres de coopération.

Nous voudrions mener une politique commune, concertée, dans la deuxième partie de mon mandat, pour préparer, à long terme, les principales questions de la politique agricole commune. Nous avons également abordé de nombreuses autres questions européennes dont le Kosovo, par exemple.

LE PRESIDENT - Je suis heureux d'être ici, en Hongrie, pour les raisons politiques et personnelles que chacun imagine. Parce que je dois dire qu'il y a une très grande convergence de vue entre le Premier ministre hongrois et moi. Il veut des changements politiques forts, il veut la fin de l'immobilisme en Europe. C'est exactement la position de la France.

La France veut être présente en Hongrie, en Europe centrale, en Europe de l'Est. Parce qu'ici nous sommes en Europe, que ces pays ont des choses à dire et que nous voulons être à leurs côtés pour porter ce message de modernisation de l'Europe.

Je dois dire que le soutien du Premier ministre hongrois au groupe de travail, au groupe de sages pour réfléchir à l'avenir de l'Europe est un soutien très important. Il écrira au Parti Socialiste

Européen, j'écrirai au PPE, pour porter cette idée, la faire avancer. Nous écrivons ensemble au Président BARROSO, pour lui proposer, à l'instar de ce qui se fait en Hongrie et en France avec les pôles de compétitivité, la création d'un réseau européen de pôles de compétitivité.

Nous portons le même regard sur l'ensemble des questions régionales. Je voudrais dire, qu'au-delà de cela, nous avons envie de travailler ensemble, pour mettre notre énergie au service de l'Europe. La France est à l'Ouest, la Hongrie est à l'Est. Cela dépend, bien sûr, de quel côté on se place ! Enfin, du côté traditionnel, en tout cas. Il est socialiste, je ne le suis pas. Mais nous avons la même volonté de moderniser nos pays et de moderniser l'Europe. Je suis venu dire au Premier ministre et aux dirigeants hongrois que la France veut travailler avec eux pour faire avancer les choses et pour rapprocher l'Europe de nos concitoyens.

Nous voulons que cela bouge, se modernise. Nous voulons créer les conditions de la croissance. On a envie du plein emploi. On a envie de résoudre les problèmes de l'Europe. Je crois pouvoir dire qu'on le fait dans un état d'esprit de collaboration totale.

Je voudrais terminer en disant cela pour la France. Il n'y a pas des pays en Europe qui ont le droit de parler et d'autres qui ont le droit de se taire. C'est ce que je suis venu dire à toute l'Europe de l'Est, à partir d'ici, en Hongrie. Chacun sait combien je me suis battu pour que la Pologne reste dans le groupe des pays qui voulaient le Traité simplifié. Mais ici, en Hongrie, ce pays qui a un rôle stratégique si important, je suis venu porter ce message d'amitié et de collaboration. Et je suis persuadé que l'on va aller très loin dans ce partenariat stratégique, indépendamment de toutes les questions bilatérales qui font que, de plus en plus, nos économies travaillent ensemble. Croyez bien qu'en tant que Président de la République, je m'en réjouis.

QUESTION - Pourquoi avez-vous choisi la Hongrie pour votre première visite en Europe centrale ? Avez-vous une émotion spéciale, une relation avec la Hongrie ?

LE PRESIDENT - Beaucoup de raisons m'ont fait choisir la Hongrie. La première est une raison historique. La Hongrie, en 1989, a joué un rôle essentiel dans ce qui allait devenir la réunification de l'Europe. Il n'y a aucun Européen qui l'a oublié. En France, nous savons bien ce qui s'est passé ici en 1956. En France, nous savons bien la force de vie des Hongrois qui, tenus sous un joug implacable, ont gardé un dynamisme et un enthousiasme. Ce n'est pas rien ce qui s'est passé en Hongrie. Et ce n'est pas rien ce que nous devons à la Hongrie par rapport à l'histoire de l'Europe. La Hongrie s'est libérée seule.

Je voudrais dire également que, de part sa géographie, ce pays a une place stratégique dans la nouvelle Europe et la Hongrie a fait des progrès absolument considérables.

Et puis, enfin, je ne peux quand même pas oublier que la Hongrie est la patrie de mon père. Et que ce n'est pas tous les jours qu'il y a un Président de la République qui est à moitié hongrois par ses origines. A chaque fois que nous avons travaillé ensemble, nous nous sommes trouvés en très grande harmonie. Nous avons la même ambition de faire bouger les choses et nous ne nous posons pas la question de savoir si l'un est à l'Ouest et l'autre à l'Est. On veut le meilleur pour l'Europe. Et on a envie que cela bouge. L'Europe a besoin de dirigeants qui veulent faire bouger les choses. Parce qu'on voit où l'immobilisme nous a conduits. L'Europe se sent forte si elle est en mouvement. L'Europe sera fragile si elle est immobile. C'est exactement ce que l'on pense. Après, sur tel ou tel sujet on peut avoir des différences d'appréciation. Mais peu importe. Nous voulons que cela change, que cela bouge. Et le fait qu'un jeune Premier ministre, d'un pays comme la Hongrie dise : mais bien sûr qu'il faut réfléchir à l'avenir de l'Europe, bien sûr que le groupe des sages est la solution pour éclairer l'avenir, c'est extrêmement important. L'Europe n'appartient pas qu'aux pays fondateurs. Elle appartient à ses membres et c'est cela qui est en cause, y compris sur le Kosovo. Il est essentiel qu'un pays de la région ait la position de vouloir avancer unis sur cette question si difficile.

Je remercie le Premier ministre de cette position. Parce que c'est cela l'Europe : faire prévaloir le compromis utile et l'unité. Mais il est très important qu'un pays qui vient de rentrer dans l'Union européenne prenne l'héritage et dise que l'on doit rester unis face à une question aussi difficile que le Kosovo, c'est absolument capital. C'est pour cela que j'avais envie d'être ici. Et c'est pour cela que j'ai proposé au Premier ministre un partenariat stratégique. C'est pour cela qu'ensemble, on doit surprendre en Europe, en prenant des initiatives communes, en nous additionnant le

on doit surprendre en Europe, en prenant des initiatives communes, en nous adossant. Je crois que c'est très important, en tout cas pour moi, que la France soit de retour en Europe de l'Est et en Europe centrale. C'est une région essentielle pour nous et pour l'avenir. Et je ne suis pas sûr qu'on en ait tiré toutes les conséquences.

QUESTION - Monsieur le Président, le ministre français des Affaires européennes s'est prononcé, cette semaine, pour la suppression de l'article 88-5 de la Constitution française, qui prévoit, qu'après 2010, tout élargissement de l'Europe soit soumis à un référendum en France. Etes-vous favorable à cette révision constitutionnelle, à la suppression de cet article ? Si oui, pourquoi et quand ?

LE PRESIDENT - Il serait extraordinaire que le ministre des Affaires européennes soit le seul à ne pas pouvoir exprimer d'idées. Il a donc exprimé une idée, dans le cadre d'une audition devant la Commission BALLADUR. D'autres exprimeront d'autres idées et quand M. BALLADUR aura rendu le rapport de sa commission, j'aurai l'occasion de prendre position moi-même.

QUESTION - D'abord, une question au Président français : comment dynamiser l'économie européenne, M. le Président ? Est-ce que les réformes entreprises en France peuvent être des exemples à suivre dans d'autres Etats membres ? Et une question pour vous deux au sujet du projet Nabucco. Est-ce que l'Etat français est engagé pour que Gaz de France participe à ce projet ? Je demanderai au Premier ministre ce qu'il pense de l'élargissement du programme Nabucco à un nouveau membre.

LE PREMIER MINISTRE - En ce qui concerne Nabucco, personne n'a intérêt, ni aucune nation, ni l'Europe, à voir, dans un secteur aussi important, un acteur jouer un rôle plus grand que ce qui serait justifié. L'Europe reçoit à peu près 26 % de son gaz en provenance de Russie et cette proportion ne fera qu'augmenter au cours des deux décennies à venir. En Hongrie, le gaz russe représente déjà actuellement 80 % de notre approvisionnement. Voilà pourquoi je pense que, pour garder la souveraineté de nos nations et de l'Europe, il faut réfléchir à une diversification de l'approvisionnement. Tous les pays européens ont intérêt à unir leurs efforts sur ces questions, à pratiquer une politique énergétique commune, à avoir des sources d'approvisionnement qui concurrencent la Russie. Nous serons peut-être, ultérieurement, intéressés à discuter d'une concertation pour nos approvisionnements. Il ne faudrait pas qu'il y ait de concurrence entre Français, Allemands ou Hongrois. Nos devrions réunir nos efforts en matière d'approvisionnement, d'achat d'énergie. La concurrence n'est pas souhaitable. Au sujet des réformes, je vais passer la parole à M. le Président.

LE PRESIDENT - Nous soutenons le projet Nabucco. Quelle part peut y prendre Gaz de France, Suez Energie ? Ce sera à débattre. L'un des objectifs de la Présidence française sera une politique européenne de l'énergie. C'est un sujet absolument essentiel. Quelle est la réponse à la croissance européenne ? Les réformes, encore les réformes, toujours les réformes. La France n'a aucune leçon à donner en la matière. La France est simplement convaincue que c'est par la réforme que nous arriverons au plein emploi. Et tous les gouvernements de tous les pays d'Europe sont confrontés au même problème : convaincre que c'est l'immobilisme qui condamne et que c'est la réforme qui rassure. Cette question se pose en Hongrie, elle se pose en France, elle se pose dans tous les pays. Il ne s'agit pas de donner des leçons à qui que ce soit. On a déjà bien assez de travail chacun dans son pays. Il s'agit simplement de regarder ce qui marche. Et les pays qui marchent et qui ont les plus forts taux de croissance sont les pays qui s'ouvrent, qui se modernisent, qui font des réformes et qui atteignent le plein emploi. Voilà la stratégie qui est la nôtre. Et, de ce point de vue, le Premier ministre et moi partageons exactement la même conviction.

QUESTION - Je voudrais vous poser une question sur l'énergie. Est-ce qu'il n'y a pas un décalage entre les grandes manoeuvres industrielles, notamment en France, dans le domaine de l'énergie et la timidité des propositions européennes, notamment de la Commission, d'un côté politique industrielle, de l'autre côté, petites mesures de protection ? Question subsidiaire puisque vous parlez de liens personnels, de complicité avec la Hongrie, est-ce que vous pensez que, dans ce domaine, la Hongrie est plus proche de la France ou de l'Allemagne ? Avez-vous converti votre homologue hongrois à la justesse de la position française ? Merci.

LE PREMIER MINISTRE - Permettez-moi de vous dire ce que j'ai dit à M. le Président pendant notre réunion restreinte. Il y a dans cette région des changements particulièrement profonds, de la Pologne jusqu'à la Hongrie. Cette région a besoin que l'Europe comprenne ces réformes. La région a besoin de l'attention et de l'intérêt manifesté par la France. Nous avons besoin que la France comprenne et voie bien nos intentions qui sont, finalement, les mêmes que celles des Britanniques, des Italiens ou des autres, même si les réponses ne sont pas obligatoirement les mêmes dans chaque pays.

La Hongrie est intéressée à aller de pair avec ceux qui veulent transformer l'Europe au lieu d'expliquer pourquoi l'Europe ne peut pas être transformée. Nous avons besoin de coopérer avec ceux qui comprennent que la transformation des systèmes européens et la création du bien-être en Europe ne peuvent qu'aller ensemble.

J'avais de bonnes relations avec le Président CHIRAC mais je suis très heureux de voir que les changements entrepris en France au cours de la dernière année et qui aident l'Europe à prendre une nouvelle relance, contribuent à ce que tout le monde en Europe comprenne qu'il n'y a pas d'alternative. Il n'y a qu'un seul chemin, le chemin des réformes, le chemin des transformations. Ce que nous avons vécu ce matin, ce que M. le Président appelle une relation stratégique entre la France et la Hongrie, basée notamment sur des relations personnelles importantes, servira l'intérêt des deux pays.

LE PRESIDENT - La Hongrie n'a pas à choisir entre l'Allemagne et la France. La France veut prendre toute sa place en Europe centrale et en Europe de l'Est. Que l'Allemagne y joue un rôle important, c'est tout à fait normal. On n'a pas besoin de choisir. J'ai eu le sentiment que, depuis un certain temps, la France n'était pas assez présente ici. On en a parlé avec le Premier ministre. Il m'a dit que c'était une bonne nouvelle que la France soit de retour, s'intéresse à l'Europe centrale et à l'Europe de l'Est. Je l'ai fait avec la Bulgarie : j'ai considéré que les infirmières bulgares étaient françaises tant qu'elles étaient en prison. Je l'ai fait avec la Pologne et je veux le faire de façon stratégique avec la Hongrie. Mais cela ne veut pas dire que nos amis hongrois doivent tourner le dos à qui que ce soit. Cela veut simplement dire que la France a vocation à être présente fortement dans cette région d'Europe, où il va se passer des choses encore très importantes dans les années qui viennent. Nous avons besoin d'eux et peut-être qu'ils ont besoin de nous. Voilà ce qu'on a envie de se dire. Après, la Hongrie n'est pas condamnée à n'avoir qu'un seul ami. La Hongrie est un grand pays, avec une longue histoire. Mais je suis venu dire, au nom de la France, que la France était là et pas simplement pour les discours, pour le partenariat économique, pour le partenariat militaire, pour le partenariat agricole, pour le partenariat politique. Parce que nous avons besoin en Europe que des jeunes dirigeants d'Europe de l'Est prennent leurs responsabilités pour conduire l'Europe, pour apporter des idées nouvelles à l'Europe. Voilà ce que je suis venu dire. Et c'est très important dans mon esprit.

Sur l'énergie, est-ce que je pense qu'on manque d'ambition ? Oui, bien sûr et il n'y a pas que moi qui le pense. Regardons les choses. Le prix du baril dépassait les 80 dollars ce matin. Lorsque j'étais ministre des Finances, je me souviens très bien, en 2004, de la tête de l'un de mes collaborateurs venu m'apporter un document me disant que le baril était à 42 dollars, atteignant un record historique. Il a doublé depuis, en moins de trois ans. Dans 30 ou 40 ans, il n'y aura plus de pétrole. Que fait-on ? Dans un siècle, il n'y aura plus de gaz. Que fait-on ? On ne va pas installer que des éoliennes quand même ! Je n'ai rien contre mais qui peut dire que c'est à la hauteur du défi ? Et pourquoi, nous les pays européens confrontés aux mêmes problèmes, ne posons-nous pas les bases d'une véritable politique de l'énergie ? Avec Nabucco, la Hongrie peut être un véritable hub énergétique pour l'Europe. Pourquoi s'en priver ? Pourquoi ne pas les aider ? Pourquoi ne pas considérer que c'est stratégique pour l'approvisionnement de l'Europe ? C'est quand même extrêmement important. Je porterai le message des énergies renouvelables et de l'énergie nucléaire. Il y a de l'énergie nucléaire en Hongrie et j'ai proposé au Premier ministre qu'on travaille aussi ensemble là-dessus. Vous savez, l'immigration, l'énergie, la défense, la préservation de l'environnement, voilà les grandes politiques européennes qui vont faire comprendre aux Européens que l'Europe n'est pas simplement une construction intellectuelle

mais bien leur intérêt dans leur vie quotidienne. Je serai toujours de ceux qui pensent qu'on manque d'énergie et d'ambition en la matière. La France a désormais trois groupes énergétiques de dimension mondiale. Ce n'est pas tout à fait le fruit du hasard. C'est un enjeu absolument essentiel pour notre pays. Je vous remercie.